

**Contexte**

Principale ville du Cameroun, voire de la Sous-région de l'Afrique Centrale, avec une population oscillant autour de 3 000 000 d'habitants, Douala l'est tout autant sur le plan économique, car concentrant près de 65 % des activités du secteur économique formel et, 20 % du P.I.B. de la Sous-région.

Face à une croissance démographique relativement élevée (4,5% par an) et continue, et à des ressources financières contraintes, avec un budget annuel global de l'ordre de 60 milliards de F CFA, comme la plupart des villes africaines, la Ville de Douala demeure en proie à un déficit significatif et préoccupant en divers services et équipements urbains.

A cet égard, la ville s'est dotée d'un nouveau Plan Directeur d'Urbanisme à l'horizon 2025, adossé à un programme d'investissement prioritaire estimé à 1400 Milliards de F CFA. Bien que bénéficiant du financement de certains de ses équipements par des ressources de l'aide publique au développement mobilisée par l'Etat, il apparaît clairement que les seules ressources publiques seraient largement insuffisantes, pour faire efficacement face aux enjeux inhérents à la modernisation de la Ville de Douala. Il est établi qu'ils nécessiteraient à tout le moins, des ressources financières annuelles de l'ordre de 120 milliards de Francs affectés aux seuls investissements. En effet, dans son cadre organique et administratif actuel, la ville ne saurait ni mobiliser un tel niveau de financement et encore moins, le mettre efficacement en œuvre, considérant les limites actuelles des lois et des règlements qui encadrent son fonctionnement.

Sur un autre plan, comme le révèlent, à la fois, les travaux sur les économies locales, des organismes à la réputation établie dans le domaine tels que : le Club du Sahel, la Banque Mondiale, l'AIMF, l'Union Européenne et l'AFD, mais également, les opérations effectuées sur les places boursières, notamment de l'Afrique Centrale, ces dernières années, une épargne privée locale et significative des ménages et des entreprises existe dans les pays concernés, et, pourrait avantageusement être orientée vers le financement des équipements et des services urbains, à l'effet de satisfaire les besoins sans cesse croissants des citoyens.

D'où l'idée de l'Exécutif de la Communauté Urbaine de Douala (CUD), d'entreprendre les initiatives visant à se doter d'un outil en vue de mobiliser les ressources alternatives pour le financement de la Ville de Douala ; rejoignant ainsi les recommandations pertinentes des termes notamment du Partenariat stratégique AIMF-Union Européenne.

# La société métropolitaine d'investissement de Douala

lundi 14 juin 2021

**Organisme innovant de financement en vue du développement durable de la Ville de Douala**  
**Jean YANGO Economiste Urbaniste**  
**Coordonnateur de l' « Equipe projet » de la SMID**

Principale ville du Cameroun, voire de la Sous-région de l'Afrique Centrale, avec une population oscillant autour de 3 000 000 d'habitants, Douala l'est tout autant sur le plan économique, car concentrant près de 65 % des activités du secteur économique formel et, 20 % du P.I.B. de la Sous-région.

Face à une croissance démographique relativement élevée (4,5% par an) et continue, et à des ressources financières contraintes, avec un budget annuel global de l'ordre de 60 milliards de F CFA, comme la plupart des villes africaines, la Ville de Douala demeure en proie à un déficit significatif et préoccupant en divers services et équipements urbains.

A cet égard, la ville s'est dotée d'un nouveau Plan Directeur d'Urbanisme à l'horizon 2025, adossé à un programme d'investissement prioritaire estimé à 1400 Milliards de F CFA. Bien que bénéficiant du financement de certains de ses équipements par des ressources de l'aide publique au développement mobilisée par l'Etat, il apparaît clairement que les seules ressources publiques seraient largement insuffisantes, pour faire efficacement face aux enjeux inhérents à la modernisation de la Ville de Douala. Il est établi qu'ils nécessiteraient à tout le moins, des ressources financières annuelles de l'ordre de 120 milliards de Francs affectés aux seuls investissements. En effet, dans son cadre organique et administratif actuel, la ville ne saurait ni mobiliser un tel niveau de financement et encore moins, le mettre efficacement en œuvre, considérant les limites actuelles des lois et des règlements qui encadrent son fonctionnement.

Sur un autre plan, comme le révèlent, à la fois, les travaux sur les économies locales, des organismes à la réputation établie dans le domaine tels que : le Club du Sahel, la Banque Mondiale, l'AIMF, l'Union Européenne et l'AFD, mais également, les opérations effectuées sur les places boursières, notamment de l'Afrique Centrale, ces dernières années, une épargne privée locale et significative des ménages et des entreprises existe dans les pays concernés, et, pourrait avantageusement être orientée vers le financement des équipements et des services urbains, à l'effet de satisfaire les besoins sans cesse croissants des citoyens.

D'où l'idée de l'Exécutif de la Communauté Urbaine de Douala (CUD), d'entreprendre les initiatives visant à se doter d'un outil en vue de mobiliser les ressources alternatives pour le financement de la Ville de Douala ; rejoignant ainsi les recommandations pertinentes des termes notamment du Partenariat stratégique AIMF-Union Européenne.